

Les salariés d'ANVIS en lutte pour défendre l'emploi. Non aux 220 licenciements !

Un PSE comme les autres chez ANVIS, entreprise du caoutchouc faisant de l'antivibratoire pour l'automobile.

Inacceptable.

La société TOKAÏ qui a racheté la société ANVIS a décidé de se débarrasser du secteur automobile avec comme conséquence directe la destruction de 220 emplois. Cette société, qui a une santé financière très bonne, aurait dû investir durablement dans des moyens de production innovants, a laissé volontairement dépérir ces derniers. Aujourd'hui, les salariés d'ANVIS sont les victimes de ces choix stratégiques inacceptables qui auraient et qui pourraient être évités.

Non, les salariés d'ANVIS ne se résigneront pas à accepter, ce qui est tout, sauf une sauvegarde de l'emploi, car quand on parle de 220 licenciements, il faut pouvoir expliquer où est la sauvegarde ?

Le 10 avril 2014, les salariés d'ANVIS, avec leur famille, ont défilé dans les rues de Decize (dans la Nièvre) où ils étaient plus de 2 600 pour rejeter ce plan antisocial.

Le 7 mai, les syndicats ont décidé d'une journée d'action pour débattre avec les salariés des propositions industrielles qui sont largement réalisables et à moindre coût, comme l'ont très bien expliqué les experts économiques désignés par les élus CE.

Nous sommes obligés de revenir sur les engagements du Ministre du Redressement Productif qui a injecté plus de 800 millions d'euros de fonds publics dans l'industrie automobile et notamment chez PSA. **Ce dernier, Monsieur MONTEBOURG, a qualifié cette implication de l'État "de décision de patriotisme économique et industriel".**

À l'attention de la Presse écrite et orale

Nous rappellerons à Monsieur le Ministre, que l'entreprise PSA est un client de TOKAÏ, qui comme décision patriotique, prend celle de licencier 220 salariés d'une entreprise Française.

Les salariés d'ANVIS, que TOKAÏ veut jeter à la rue, **ne se plieront pas à cette logique financière**, qui ose prendre l'argent des salariés pour renflouer les poches des actionnaires du secteur automobile, tout en déroulant le tapis des licenciements boursiers.

Pour être transparent jusqu'au bout, le gouvernement actuel, avec la bénédiction du patronat, a mis en place le fameux CICE « Crédit Impôt Compétitivité Emploi », soi-disant, pour créer de l'emploi. Eh bien, l'entreprise TOKAÏ, qui veut licencier 220 salariés, a perçu pour 2013, l'énorme somme de **470 000 euros. C'est une honte !!!**

Les alternatives que les salariés, avec la CGT, vont porter aujourd'hui et à la table ronde demandée rapidement, sont :

- ⇒ Un renforcement de l'activité mélange ;
- ⇒ Le maintien de l'activité auto avec un repositionnement produit/process/organisation, avec un investissement raisonné au regard des possibilités ouvertes. Remontée significative de la production automobile en Europe ;
- ⇒ Repositionnement sur des produits innovants à forte valeur ajoutée, par exemple chez PSA ;
- ⇒ Et bien d'autres propositions seront débattues avec les salariés.

Non, les salariés d'ANVIS ne se laisseront pas jeter à la rue sans se battre et défendront l'emploi jusqu'au bout.

Contact presse :

Serge ALLEGRE (Secrétaire FNIC-CGT) : 06 33 63 98 66